

« L'Europe a besoin d'une industrie forte »

CONJONCTURE Philippe Maystadt met en garde contre l'euphorie ambiante

Philippe Maystadt

Né en 1948, docteur en droit de l'Université catholique de Louvain, Philippe Maystadt est une figure marquante de l'ex-PSC (CDH). Il a été ministre de 1980 à 1998, dont dix ans aux Finances. Après un bref intermède comme président du PSC en 1998-1999, il prend en 2000 la présidence de la BEI, la Banque européenne d'investissement. Il y restera jusqu'en 2011. De 2014 à 2017, il a présidé l'Ares (Académie de recherche et d'enseignement supérieur), qui fédère six universités, 19 hautes écoles, 16 écoles supérieures artistiques et 86 établissements de promotion sociale.

► Avec le retour de la croissance, la crainte d'une « stagnation séculaire » est passée à l'arrière-plan.
► Mais attention : il faut se remuer si l'on veut maintenir notre niveau de vie et notre modèle social.

ENTRETIEN

On l'a si longtemps attendue, la reprise économique en zone euro, qu'on se contente de peu – comprenez : d'un rythme de croissance somme toute fort médiocre. Certes, le PIB de la zone euro devrait croître d'un peu plus de 2 % cette année (on ne s'en plaindra pas !), mais l'on pressent que nos économies ne pourront tenir la cadence à moyen terme. Et si l'on se félicite d'une croissance « riche en emplois », on ne parle guère de la stagnation de la productivité qui érode pourtant le potentiel de nos économies et notre capacité à maintenir notre modèle social. Philippe Maystadt, dans l'entretien qu'il nous a accordé, met en garde : il n'y a pas de solutions toutes faites, ni de remèdes miracles – comme les fameuses « réformes structurelles » du marché du travail.

Le thème de la « stagnation séculaire » est, tout d'un coup, passé de mode, masqué par la reprise qui se

manifeste (enfin !) en zone euro. Cela paraît quand même un peu étonnant, dans la mesure où les taux de croissance des économies avancées s'avèrent franchement médiocres au regard de l'expérience historique. Qu'en pensez-vous ?

Que votre diagnostic est incontestable ! Terminée, la croissance que le monde occidental a connue pendant les « Trente Glorieuses » : dynamique, régulière, fiable. Depuis le début des années 1980, le produit intérieur brut (PIB) des pays industrialisés croît en tendance de moins en moins vite. Et, pour beaucoup d'économistes, il va falloir s'y habituer. C'est devenu la nouvelle norme. Cette croissance « lente » est en réalité un retour à la « normale » historique, celle qui prévalait par exemple au cours de la période allant des dernières années du XIX^e siècle jusqu'à la grande crise de 1930. Ce qui compte, pour notre niveau de vie futur, c'est le niveau du PIB potentiel à long terme. Si son évolution devenait négative, il me paraît évident que cela mettrait en péril la pérennité du modèle social européen.

Il y a un peu plus de quatre ans, dans un entretien publié dans « Le Soir », à la question : « De quoi l'Europe est-elle vraiment malade ? », vous répondiez : de la faiblesse des gains de productivité. Vous maintenez votre diagnostic ?

Oui, mais avec de fortes nuances. L'amélioration de la productivité – le rapport entre la valeur de la production et les (unités de) ressources nécessaires pour la produire – reste un des principaux déterminants de la croissance potentielle à long terme. Elle demeure indispensable pour les entreprises soumises à la concurrence internationale. Sur un plan agrégé, elle est nécessaire pour les « vieux » pays, où l'immigration trop faible ou trop peu qualifiée ne permet pas de compenser la diminution de la population active. Mais je n'en déduis pas que l'amélioration de la productivité est l'objectif unique de la politique économique. Il nous faut prendre une vue plus large en nous rappelant que le but ultime est l'amélioration du bien-être des humains, ce qui ne signifie pas seulement l'augmentation de leurs revenus mais aussi la santé, la sécurité, la justice, la liberté... Dans

certain cas, cette vision plus large s'opposera à l'amélioration de la productivité. Si l'on veut augmenter la productivité des aides-soignantes à domicile en leur imposant de visiter un plus grand nombre de « clients » par jour, il est très probable que cela diminuera la qualité de vie de ceux-ci.

Si, à vos yeux, l'amélioration de la productivité n'est pas – et ne peut être – l'objectif unique de la politique économique, la question clef demeure cependant : comment relancer la

productivité ? Pour la Banque centrale européenne, la Commission européenne et les économistes « orthodoxes », la solution passe par des « réformes structurelles » qui, dit-on, vont libérer le potentiel économique. Partagez-vous cette position ? Cela dépend de ce que l'on entend par

« réformes structurelles. » Pour certains, cela signifie prioritairement « flexibiliser » le marché du travail (licencier plus facilement pour, dit-on, embaucher plus facilement), multiplier les « petits jobs » précaires et privatiser les services publics. Ce ne sont pas les réformes les plus utiles du point de vue qui nous occupe ici. En revanche, d'autres réformes peuvent contribuer à améliorer la productivité et donc le potentiel de croissance à long terme. Tout d'abord, une politique de l'innovation. En évitant un malentendu : une politique de l'innovation n'est pas seulement une politique de soutien public à la recherche-développement, même si celle-ci en constitue une composante majeure.

Elle doit viser l'ensemble de la gamme des activités liées à l'innovation, de la conception à la commercialisation, y compris l'innovation non technologique, notamment l'organisation du travail, l'éco-innovation et l'innovation sociale. Elle doit inclure la promotion des pratiques innovantes, comme les achats publics avant commercialisation ou le lancement de marchés-pilotes et surtout la facilitation de leur diffusion à grande échelle. C'est un point sur lequel je voudrais insister : l'amélioration de la productivité est aussi fonction de facteurs institutionnels susceptibles de diffuser plus rapidement l'innovation, c'est-à-dire la qualité du système éducatif et de formation professionnelle

pour augmenter la proportion de travailleurs qualifiés capables d'exploiter au mieux le potentiel des nouvelles technologies, la qualité des infrastructures publiques, l'incitation à l'épargne à risque (pourquoi donner un avantage fiscal au seul livret d'épargne ?), l'encouragement de l'entrepreneuriat, la législation et le système judiciaire permettant de lancer rapidement une nouvelle activité... Investir dans le capital humain est probablement le facteur clé pour permettre à terme une croissance moins atone mais aussi plus inclusive. Le dernier rapport sur la zone euro publié par la Commission européenne contient une étude détaillée sur les déterminants de la croissance de la productivité. La conclusion est claire : la qualité de l'éducation, mesurée par les résultats des tests Pisa en mathématiques, montre une corrélation positive avec la croissance de la productivité. Selon cette étude, réduire l'écart avec les USA dans les tests Pisa en maths réduirait aussi l'écart de productivité. Cela permettrait aux firmes européennes de pallier le manque de talents qui freine leur croissance, de converger vers la « frontière de productivité » et même de la déplacer.

Dans la vision dominante, le rôle de l'État doit se limiter à favoriser la concurrence (et la profitabilité des

entreprises), à intervenir quand le marché est « défaillant » et, pour les économistes « keynésiens » (post -, néo- ou nouveaux, c'est selon), à mener une politique contracyclique. À vous entendre, on comprend que vous lui attribuez une mission plus large. Pensez-vous qu'il faut réhabiliter une certaine forme de « politique industrielle », notamment face au défi de la transition écologique ?

Bien entendu ! À la fin du siècle dernier, ceux qui osaient encore parler de politique industrielle dans un Conseil des ministres européen apparaissent complètement ringards. En mai 2017, le Conseil Compétitivité a officiellement demandé à la Commission européenne d'élaborer une « nouvelle stratégie industrielle européenne » pour mi-2018. Un des axes de cette stratégie consistera à encourager - à travers des programmes spécifiques et via les fonds structurels - la production industrielle des produits basés sur les « technologies clés génériques » identifiées par la Commission : la nanotechnologie, la micro-électronique (y compris les semi-conducteurs), les matériaux avancés, la biotechnologie et la photonique. L'idée n'est plus de sélectionner a priori et de privilégier des « champions » nationaux ou européens, mais de stimuler l'investissement dans ces nou-

velles technologies dans l'ensemble de l'industrie européenne - avec une attention particulière pour les secteurs stratégiques dans lesquels l'Europe est encore en mesure de concurrencer les grands rivaux américains et chinois, comme l'automobile, l'aéronautique, l'ingénierie, l'industrie spatiale, les énergies renouvelables et les industries chimiques et pharmaceutiques. ■

**Propos recueillis par
DOMINIQUE BERNS**